

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2005



... au service des entreprises, la CCI contribue au développement économique de la Nouvelle-Calédonie...



## La CCI soutient les jeunes pousses en créant une pépinière d'entreprises

Espace Performance. C'est le nom de la première pépinière d'entreprises du territoire, qui ouvrira ses portes au mois de novembre dans les

Ceux qui en ont déjà fait l'expérience le savent : créer une entreprise s'apparente à un parcours du combattant. On peut avoir la bonne idée, être là au bon moment, avoir pensé à tout, la réalisation de son projet n'en reste pas moins ardue. Ce qui peut

### Favoriser la réussite des projets

620 m<sup>2</sup> de bureaux, trois salles de réunion, un pôle social-secrétariat, une cafétéria, un réseau informatique performant, le tout abrité par des volumes arrondis, installé

jet facile et pérenne », confie-t-elle les responsables de la CCI. Un suivi trimestriel viendra compléter cette offre et permettra de suivre pas à pas l'évolution des projets.

20 places accordées par un jury

Ce que vous trouverez au sein de la pépinière

Province Iles

## La CCI est venue faire le bilan sur place

### ÉCONOMIE

## Les entreprises calédoniennes s'exposent sur Internet

Lancé par la CCI, le site Jeco.nc référence déjà 8 500 entreprises du territoire. Il veut désormais s'imposer comme la référence en matière de promotion de l'économie locale.

Il y avait, d'un côté, les consommateurs désireux de s'y retrouver dans la multitude d'entreprises implantées en Calédonie et, de l'autre, ces petites entreprises qui cherchaient à améliorer leur visibilité. Avec le site Jeco.nc, ces deux mondes devaient être



réconciliés. Jeco, c'est le site informatif lancé par la Chambre de commerce et d'industrie pour offrir une nouvelle exposition aux 8 500 entreprises calédoniennes ressortissantes de cette même CCI. Commerces, sociétés de BTP, restaurants, imprimeurs ou magasins de prêt-à-porter : le site se veut LA référence en matière de promotion de l'économie locale.

Plus qu'un simple annuaire

Jeco aurait pu être un simple annuaire, mais les

Le site référence des concepteurs du site où de lui adjoindre des fonctionnalités essentielles pour un meilleur référencement de vos entreprises.

Le moteur, conçu par la recherche, permet de trouver des sociétés, les marques, les services qu'elles offrent. La vocation est destinée à mettre à jour l'actualité, les



# SOMMAIRE

**Page 2**  
**Sommaire**

**Page 3**  
**EDITO**  
**André Desplat, président de la CCI**

**Page 4 et 5**  
**Elus au service des entreprises**  
**La stratégie de la CCI**

**Page 6 et 7**  
**Les temps forts CCI en 2005**

**Page 8 et 9**  
**Au cœur du développement économique**

**Page 10**  
**Partager l'information économique**

**Page 11**  
**Favoriser l'évolution du secteur du tourisme**

**Page 12 et 13**  
**Agir pour la performance des entreprises**

**Page 14**  
**Représenter les intérêts des entreprises**

**Page 15**  
**S'ouvrir à l'international**

**Page 16**  
**4 agences, 1 mission de proximité**

**Page 17 à 20**  
**Former pour développer les compétences**

**Page 21 et 22**  
**Gérer les infrastructures aéroportuaires**

**Page 23**  
**Le budget**

**Page 24 et 25**  
**Des compétences au service des entreprises**

**Page 26**  
**La CCI en bref**



**André Desplat, président  
de la Chambre de commerce et d'industrie**

# EDITO

## RELEVER LES DÉFIS

La diversité et la qualité des actions menées par la Chambre de commerce et d'industrie poursuivent un objectif prioritaire : être au service des entreprises pour contribuer au développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

La CCI décline cet objectif chaque jour sur le terrain.

En tant que porte-parole des entreprises, les élus consulaires rencontrent régulièrement les représentants des pouvoirs publics afin de défendre les intérêts de ses ressortissants. 2005 marque notamment la réforme de la protection de marché pour définir les quotas à l'importation ou encore la refonte de la réglementation économique.

Avec son Centre de formation consulaire, la CCI forme chaque année plus de 300 apprentis, 24 jeunes sortent diplômés de l'Ecole de gestion et de commerce et plus de 2600 personnes suivent des stages de formation professionnelle continue. 2005 note le développement des relations avec les entreprises notamment pour l'évaluation de leurs besoins.

Mais aussi la création et l'accompagnement des entreprises qui est un enjeu quotidien pour les services de la CCI ainsi que pour ses 4 agences. 2005 marque essentiellement le renforcement de l'accompagnement des entreprises dans le Nord pour les aider dans le cadre du développement attendu de cette région.

Gestionnaire d'infrastructures aéroportuaires, la CCI s'est aussi engagée dans un vaste projet de réaménagement de l'aéroport international afin de lui donner tout le confort, la sécurité et la personnalité d'un aéroport porte d'entrée de la Nouvelle-Calédonie.

2005 marque également une politique de ressources humaines qui a comme ambition de former des collaborateurs experts pour répondre avec pertinence et efficacité aux besoins de ces 8700 entreprises ressortissantes.

Je m'engage ainsi que l'équipe consulaire et l'ensemble de nos 165 collaborateurs à vous apporter la meilleure qualité de service afin de valoriser votre goût d'entreprendre.

**André Desplat, nouveau président**

André Desplat a succédé à Michel Quintard à la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie en octobre 2005. Homme d'écoute et de terrain, il a exercé son activité professionnelle au sein d'une grande entreprise de BTP en Nouvelle-Calédonie. Impliqué dans le milieu économique, il est présent dans de nombreux syndicats professionnels tels que le Medef et le SPBTP. Elu de la Chambre de commerce et d'industrie depuis 1991, il était auparavant vice-président de la CCI chargé de l'industrie. Il s'attache à poursuivre le développement de la CCI NC pour qu'elle soit toujours plus performante et efficace au profit de ses entreprises ressortissantes.

# ÉLUS AU SERVICE DES ENTREPRISES

## 29 ÉLUS AU SERVICE DES RESSORTISSANTS

Véritables porte-paroles des 8700 entreprises de Nouvelle-Calédonie, les 29 élus de la Chambre de commerce et d'industrie, se réunissent régulièrement pour débattre et prendre position auprès des pouvoirs publics afin de défendre les intérêts de leurs ressortissants. Eux-mêmes chefs d'entreprise, engagés bénévolement, ils sont issus de tous les secteurs d'activité (commerce, services et industrie), ils assurent la proximité sur le terrain et la représentativité au niveau consulaire.

Les conseillers techniques contribuent à apporter leur compétence aux travaux réalisés dans les commissions.

### Répartition des élus par secteur d'activité :

#### Commerce

Christiane Aillaud  
Yédridi Harper  
Maurice Haye  
Michel Hénin  
Martine Léoni- Lagneau  
Philippe Limousin  
Jean-Marc Mouldous  
Pham Ngoc Bich  
Christiane de Rouvray

#### Industrie

Jean Bégaud  
Philippe Caillard  
André Desplat  
Denis Etournaud  
Wolfgang Forster  
August Halbedel  
René Laurent  
Jean-Jacques Mouradian  
Pierre Noyer  
Roland Nyikeine  
Jennifer Seagoe

#### Services

Nicole Andréa  
Joël Avril  
Jean-Pierre Flotat  
Olivier Guesdon  
Jean-Paul Helfer  
William Ihage  
Olivier Leroux  
Jean-Michel Masson  
Michel Quintard

#### Les conseillers techniques

Jean-Jacques Cocquet  
Philippe Germain  
Philippe Gras  
Joël Kasarherou  
Pierre Kolb  
Michel Lasnier  
Michel Mees  
Paul Mercier



### ACTIVITÉ DES ÉLUS EN QUELQUES CHIFFRES

- ▶ 4 assemblées générales
- ▶ 52 réunions et commissions
- ▶ 32 décisions rendues en AG

### LES COMMISSIONS

La CCI a mis en place 14 commissions. Ces groupes de travail sont formés d'un président, des élus de chaque secteur d'activité et des permanents de la Chambre qui travaillent ensemble sur des dossiers de fond.

- ▶ Commerce (Michel Hénin)
- ▶ Commerce extérieur et coopération régionale (Denis Etournaud)
- ▶ Industrie (Denis Etournaud)
- ▶ Services et tourisme (Christiane Aillaud)
- ▶ Commission mixte commerce / industrie (Jennifer Seagoe)
- ▶ Commission nord (Michel Hénin)
- ▶ Commission îles (William Ihage)
- ▶ TIC (Pierre Noyer)
- ▶ Aéroports (Jean-Pierre Flotat)
- ▶ Formation et apprentissage (Jean-Jacques Mouradian)
- ▶ Finances (Pierre Noyer)
- ▶ Commission consultative des marchés (Philippe Limousin)
- ▶ Commission du personnel
- ▶ Appels d'offres et commission technique de dépouillement (Wolfgang Forster)



# LA STRATÉGIE CCI

39 actions ont été définies dans le cadre de la mandature 2003 - 2006

## EN 2005, LES ACTIONS MENÉES À BIEN :

- ▶ Lancement de deux nouveaux BTS par apprentissage : maintenance industrielle et électrotechnique (1<sup>ère</sup> rentrée en 2006)
- ▶ Amélioration de la qualité de l'apprentissage dans le cadre du Fonds européen de développement 2004-2007
- ▶ Etude de la mise en place de formation par e-learning
- ▶ Homologation de l'EGC en diplôme BAC +3
- ▶ Développement du traitement des données qualitatives des formations
- ▶ Participation à la mise en place de la validation des acquis de l'expérience (VAE) sur le territoire
- ▶ Mise en place des critères objectifs lors des demandes et levées de protection de marchés
- ▶ Mise en œuvre des actions pour le petit commerce de périphérie : étude pour le lancement d'un site internet destiné aux entreprises [www.jeco.nc](http://www.jeco.nc)
- ▶ Réflexion sur la réforme de la protection de marchés
- ▶ Etude sur les aides à l'export déposée au gouvernement
- ▶ Améliorations des prestations touristiques : restauration, signalisation, transport, équipement sanitaire, distributeurs automatiques de billets
- ▶ Pérennisation de la formation itinérante touristique auprès des provinces
- ▶ Mise en place des échanges d'expériences entre opérateurs touristiques sur des thèmes définis : écotourisme, croisières, tourisme durable, tourisme alternatif
- ▶ Mise en place du système SYDONIA, procédure informatisée de dédouanement des marchandises pour les ressortissants
- ▶ Etude sur la refonte de la réglementation des quotas d'importation
- ▶ Organisation d'une mission en Polynésie française pour les chefs d'entreprises de Nouvelle-Calédonie
- ▶ Information sur les aides européennes avec un recensement des projets dans la région Pacifique pouvant être d'intérêt pour les entreprises de Nouvelle-Calédonie
- ▶ Mise en place d'une cellule « grands projets industriels » pour centraliser l'information auprès des entreprises calédoniennes
- ▶ Accompagnement des entreprises dans le cadre du projet de l'usine du nord
- ▶ Projet de restructuration de l'aéroport international
- ▶ Mise en œuvre de la sécurité incendie à l'aéroport international
- ▶ Améliorer l'accueil et le traitement des passagers dans l'aérogare
- ▶ Perfectionner les propositions de formations



## IL RESTAIT À FINALISER POUR 2006

*90% de ces projets sont réalisés à l'heure de l'édition (septembre 2006) :*

- ▶ Enquête de satisfaction auprès des prescripteurs de formation
- ▶ Développement des formations de niveau III par apprentissage (BTS)
- ▶ Développement de la formation sur la Province nord (formation professionnelle continue et apprentissage)
- ▶ Suivi de la réglementation sur la sécurité et l'hygiène des denrées alimentaires
- ▶ Analyse des besoins pour le lancement d'une pépinière d'entreprises à Koné dans le cadre du projet Voh Koné Pouembout
- ▶ Création d'une pépinière d'entreprises à Nouméa pour aider à la création d'entreprises
- ▶ Poursuivre l'amélioration des rapports entre opérateurs économiques comme les commerçants, les fournisseurs et les transporteurs à Wé. Sur les îles de Maré et d'Ouvéa solutionner les problèmes relatifs à la sécurité portuaire et au respect de la chaîne du froid
- ▶ Améliorer les prestations touristiques : se mettre aux normes en matière d'hygiène ; entreprendre une démarche qualité au niveau des campings et des touchées de paquebots : mener une étude sur les campings
- ▶ Améliorer la gestion aéroportuaire
- ▶ Développer le site Internet de la CCI
- ▶ Accompagner les mesures de renforcement de la sûreté sur la plate-forme à La Tontouta



# Les temps forts 2005

## JANVIER 2005

- **Partenariat** : en accord avec la Direction des douanes, la CCI installe une unité banalisée de dédouanement dans ses locaux. Elle permet aux PME et PMI d'effectuer leurs formalités sur le logiciel Sydonia, obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier.
- **Info** : avec l'augmentation des salaires minimums, la CCI souhaite que les entreprises bénéficient de mesures d'accompagnement.

## FÉVRIER 2005

- **Aéroport international** : le projet de développement est présenté à la presse. Première étape, le remaniement de l'aérogare par le cabinet Jacques Rougerie, lauréat du concours international.
- **Grands projets industriels** : usine du nord. Les représentants de la cellule Koniambo et des chambres consulaires se sont rencontrés à Koné. Objectifs : analyser le développement de la zone Voh-Koné-Pouembout avec le projet d'usine du nord et informer les futurs investisseurs sur les possibilités d'implantation.
- **Info** : la CCI informe ses ressortissants sur les droits d'auteurs et la Sacenc.
- **Formation** : les troisièmes années de l'EGC partent pour dix semaines à Melbourne. Partenariat avec l'université de Monash.
- **Partage d'expérience** : la CCI reçoit une délégation de commerçants de Tahiti. Objectif : observer le modèle économique calédonien.

## MARS 2005

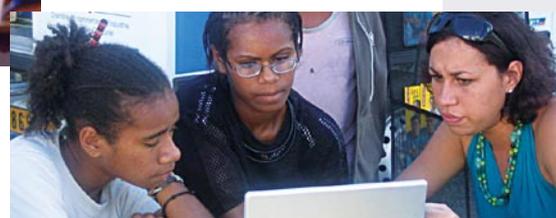
- **Rendez-vous de l'économie** : une conférence sur le développement durable est organisée à Koné le 15 mars puis à Nouméa le 17 mars. Au débat : l'équilibre entre l'évolution économique, sociale et l'environnement.
- **Emploi et formation** : la Province nord mène une réflexion sur des mesures d'aides à l'emploi et à la formation professionnelle en faveur des entreprises. C'est dans ce cadre que la CCI lance une enquête de satisfaction auprès des entreprises de l'intérieur. Objectifs : mieux cibler les besoins et proposer des plans de formation.

## AVRIL 2005

- **Échanges commerciaux** : Phil Goff, ministre néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, accompagné par une délégation commerciale est invité à la CCI. La rencontre est axée autour des échanges entre les deux archipels et l'économie calédonienne.

## MAI 2005

- **Commerce** : la CCI lance une étude sur les soldes auprès d'un échantillon de commerçants. Objectifs : obtenir l'avis des professionnels sur les premiers soldes réglementés et apporter des améliorations pour la prochaine période.
- **Réforme des procédures de protection de marché** : saisie par le gouvernement, la CCI rend son étude sur une nouvelle réglementation. Au terme d'un travail long et complexe – 14 réunions au total, et grâce à l'implication des participants, le groupe de travail a trouvé un accord en obtenant l'adhésion des organisations professionnelles.



#### JUIN 2005

- ▶ **Rendez-vous de l'économie** : le dispositif du micro-crédit présenté à Koné en partenariat avec l'Agence française de développement et sous le patronage du haut-commissariat.
- ▶ **Événementiel** : la CCI organise pour la première fois un concours sur la sécurité des biens, en partenariat avec la société QBE.

#### JUILLET 2005

- ▶ **Grands projets industriels – Usine du sud** : des représentants de la CCI accompagne le gouvernement à Brisbane. Une mission qui permet de mieux cerner les problématiques et de défendre les intérêts des sociétés locales dans les deux grands projets miniers.
- ▶ **Echanges commerciaux** : dans le cadre de sa visite officielle, une délégation du Forum du Pacifique est invitée à la CCI. Au programme : l'économie et les entreprises du territoire.

#### AÔUT 2005

- ▶ **Grands projets industriels** : dans le cadre des futures usines métallurgiques du nord et du sud, la CCI met en place une cellule « grands projets industriels ». Un dispositif destiné à répondre aux attentes des entreprises et qui sert d'interface avec les opérateurs extérieurs.
- ▶ **Grand projets industriels – Usine du nord** : avec la cellule Koniambo de la Province nord, la CCI réalise un document de présentation sur les différentes zones d'implantation. Il recense les types d'activités, les lots disponibles sur Voh, Koné et Pouembout, les échéances et les prix.

#### SEPTEMBRE 2005

- ▶ **Partenariat** : la CCI-NC signe une convention avec la CCISM, son homologue de Polynésie française. Objectif : mettre en place un partenariat pour le développement des deux archipels.
- ▶ **Partage d'expériences** : une délégation formée par la CCI, le Medef, la Fédération des industries et la Direction des affaires économiques se rend à Tahiti. Objectifs de la mission : partager les approches respectives sur différentes questions d'actualité et participer au « Forum perspectives ». Au programme : les différents secteurs d'activité, l'euro et la mise en place de la TVA.
- ▶ **Partenariat avec la Fédération des industries** : la CCI a organisé des débats au salon de l'industrie à la mai son des artisans. Durant quatre jours, Industria 2005 a attiré 6000 visiteurs.
- ▶ **Rendez-vous de l'économie** : Goro Nickel présente les opportunités de participation au projet : appels d'offre, sous-traitance.

#### OCTOBRE 2005

- ▶ **Assemblée générale** : Michel Quintard passe le relais à André Desplat au poste de président.
- ▶ **Formation** : l'Education nationale accorde une homologation à l'Ecole de gestion et de commerce qui délivre désormais un diplôme de type « bac+3 ».
- ▶ **Colloque ressortissants Maré** : Dans le cadre des débats instaurés fin 2004 autour de la structuration et dynamisation des activités économiques à Maré, des réunions se sont poursuivies en 2005 autour du thème de la sécurisation des différentes manœuvres portuaires et péri-portuaires avec l'ensemble des institutions concernées et les professionnels de Maré.

#### NOVEMBRE 2005

- ▶ **Info** : pour se rapprocher de ses ressortissants, la CCI passe deux jours en Province nord. Actions de la Chambre consulaire, visites sur le terrain et rencontres avec des chefs d'entreprise étaient au programme.
- ▶ **Premier Rendez-vous de l'économie à Lifou** : quelles aides pour quelles entreprises, tel est le sujet de la conférence organisée par la CCI en partenariat avec la Province des îles et l'Adie, association pour le droit à l'initiative économique.

#### DÉCEMBRE 2005

- ▶ **Formation** : 89% de réussite à l'apprentissage et 16 diplômés de l'EGC.

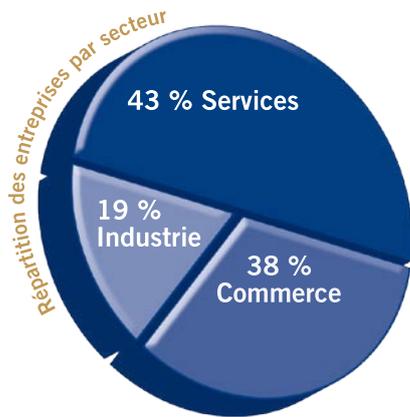
” LA CCI ORGANISE DES ÉCHANGES DE PARTAGE D'EXPERIENCES NOTAMMENT POUR L'ACCUEIL DES CROISIÉRISTES. ”



# AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

# ÉCONOMIQUE

8430 ressortissants en 2005, soit + 15% par rapport à 2002



	2002	2003	2004	2005	Variations 02/05
<b>Commerce</b>					
Nord	332	343	379	363	+ 9%
Sud	2299	2369	2683	2602	+ 13%
Iles	194	202	207	204	+ 5%
<b>Total</b>	<b>2825</b>	<b>2914</b>	<b>3269</b>	<b>3169</b>	<b>+ 12%</b>
<b>Industrie</b>					
Nord	136	142	170	174	+ 27%
Sud	1236	1236	1340	1396	+ 12%
Iles	29	32	28	27	- 6%
<b>Total</b>	<b>1413</b>	<b>1410</b>	<b>1538</b>	<b>1597</b>	<b>+ 13%</b>
<b>Services</b>					
Nord	353	391	508	500	+ 41%
Sud	2647	2637	2991	3009	+ 13%
Iles	108	129	150	155	+ 43%
<b>Total</b>	<b>3115</b>	<b>3157</b>	<b>3649</b>	<b>3664</b>	<b>+ 17%</b>
<b>Total entreprises</b>					
Nord	821	876	1057	1037	+ 26%
Sud	6182	6424	7014	7007	+ 13%
Iles	331	363	385	386	+ 16%

## CHIFFRES CLÉS 2005

- **1705** créations d'entreprises (+3,84%)
- **435** créations d'entreprises individuelles (-11,22%, probablement dû à la suppression du capital social minimum pour les SARL et à la baisse de la fiscalité sur les sociétés).
- **1041** radiations (+65,76%, la forte progression des radiations d'entreprises en nom propre est due à l'assainissement des fichiers par le Registre du commerce et des sociétés : radiation d'office

## LA CCI RENFORCE SON AIDE À LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Projet d'une pépinière d'entreprises à Nouméa

Soucieuse d'accompagner et de stimuler la création de petites et moyennes structures, la Chambre de commerce et d'industrie innove en créant la première pépinière d'entreprises calédonienne. ESPACE PERFORMANCE ouvrira ses portes en novembre 2006. Cette pépinière s'adresse en exclusivité aux créateurs et repreneurs de petites entreprises du secteur des services. Objectif : renforcer leurs chances de succès grâce à une structure d'appui, d'accompagnement et d'hébergement.

La mission d'ESPACE PERFORMANCE est double :

- soutenir le créateur dans son projet
- lui apporter un réseau de compétences

Au final, ESPACE PERFORMANCE a pour vocation d'accompagner les promoteurs vers une autonomie professionnelle pour leur permettre une insertion pérenne dans le tissu économique local.



## SERVICE DE DOCUMENTATION

### La technologie de l'information au service de l'entreprise

Moderne et réactive, la CCI utilise de plus en plus les technologies de l'information et de la communication pour répondre aux besoins de ses clients. Interrogé à distance grâce au courrier électronique, le service documentation est toujours autant sollicité pour toutes les questions relatives à la vie de l'entreprise, malgré une légère baisse de la fréquentation du public sur place. De plus en plus équipées des outils de communication et d'information, les entreprises trouvent en ligne les informations qu'elles recherchent, notamment sur le [www.cci.nc](http://www.cci.nc) dont les visites ne cessent d'augmenter depuis son ouverture en 2000.

### Les principales questions en 2005

- ▶ La création d'entreprise
- ▶ La réglementation économique mise en place en janvier
- ▶ Les droits d'auteurs et la propriété industrielle
- ▶ La réglementation sur le tabac et l'alcool applicable en août
- ▶ La réglementation sur les normes d'hygiène
- ▶ L'évolution des projets industriels au sud et au nord

## SERVICE D'INFORMATIONS JURIDIQUES

Les ressortissants trouvent auprès de ce service des outils qui leur permettent de mieux comprendre le droit applicable au territoire. Chaque jour, deux juristes fournissent et expliquent les éléments nécessaires à une prise de décision.

### En 2005, les juristes ont travaillé sur les dossiers suivants :

- ▶ L'adaptation du code du commerce pour une mise en ligne en 2006 : répertoire des textes et leur applicabilité.
- ▶ Les modifications concernant la SARL : une ordonnance de 2004 parue au JONC en 2005 a changé de nombreuses dispositions (nombre d'associés, gérance, cessions de parts...)
- ▶ La fiscalité des sociétés : un taux réduit d'impôt sur les sociétés à 15% est accordé à certaines structures.
- ▶ Les baux commerciaux : toujours beaucoup d'informations sur les baux notamment sur l'indice BT 21 qui a fortement augmenté début 2005.

” ... MIEUX COMPRENDRE LE DROIT APPLICABLE AU TERRITOIRE. ”

### CHIFFRES CLÉS 2005

- **Service documentation**
  - 1502 personnes renseignées (-5%)
  - 1097 personnes ont consulté des ouvrages, des annuaires et des dossiers (-9%)
  - 4485 appels téléphoniques (+14%)
  - 782 demandes par e-mails (+18%)
- **Service juridique**
  - 662 entretiens (-23%)
  - 427 recherches (-26%)
  - 2558 demandes téléphoniques (-4%)
- **Fichier des entreprises**
  - 2528 annonces légales traitées (+2%)
  - 2914 renseignements téléphoniques (+21%)
- **Centre de formalités**
  - 5508 dossiers traités (+10%)
  - 4596 appels téléphoniques (+10%)



## PARTAGER L'INFORMATION

# ÉCONOMIQUE

### FÉDÉRER LES ENTREPRISES AUTOUR D'UN ESPACE DE DIALOGUE ET D'ÉCHANGES.

Créés en 2002, sept «Rendez-vous de l'économie» ont été organisés en 2005. Un espace de dialogue et d'échanges pour les chefs d'entreprise.

► **Les nouveaux défis de l'emploi (10/03/05)**

En partenariat avec Adecco, la conférence a mis en valeur une nouvelle réalité : les métiers changent et pour s'adapter, il faut être capable d'en changer plusieurs fois au cours de sa vie professionnelle avec une démarche de formation.

► **Le développement durable (15 et 17/03/05)**

En partenariat avec l'Institut de la qualité et l'ADEME. Sensibiliser les acteurs économiques sur les différents aspects du développement durable en relation avec les futurs projets industriels, tel était l'objectif de ces deux Rendez-vous, l'un à Koné, l'autre à Nouméa.

► **L'Europe aujourd'hui (11/05/05)**

En présence de Daniel Constantin, haut-commissaire de la République, et du représentant du bureau PTOM français du Pacifique. Parmi les thèmes développés, les relations de l'Union avec les pays et territoires d'outre-mer, les programmes communautaires réalisés ou en cours en Nouvelle-Calédonie et les possibilités de créer des liens avec l'Europe par le biais de l'Euro Info centre.

► **Le microcrédit (20/07/05)**

En partenariat avec l'Agence française de développement. Donner un coup de pouce financier à un futur créateur d'entreprise ayant peu de ressources et lui permettre de s'insérer dans le tissu économique, c'est ainsi que l'on pourrait résumer le microcrédit. Le dispositif a été présenté en Province nord.

► **Pérenniser son entreprise aux Loyauté (09/11/05)**

En partenariat avec la Province des îles Loyauté, la Chambre de métiers et de l'artisanat et l'ADIE. Les îles Loyauté étaient à l'honneur pour la première fois avec un Rendez-vous économique à Lifou, consacré à la problématique de la pérennité de l'entreprise.

► **Entreprises, comment participer au projet Goro Nickel (21/09/05)**

En partenariat avec Goro Nickel. Au programme : l'avancement des travaux, les procédures d'appels d'offres pour la Grands projets industriels de la CCI.

► **Carburants, mieux connaître la fluctuation des prix (25/10/05)**

En partenariat avec Mobil. Expliquer aux professionnels les mécanismes de la fluctuation des prix des carburants. Un sujet d'actualité puisque le gouvernement a annoncé fin septembre 2005 que la révision des prix à la pompe s'effectuera automatiquement chaque mois, à la hausse comme à la baisse, en fonction de l'évolution des cours mondiaux.



### ÉVÉNEMENT : SALON INDUSTRIA

Le salon Industria organisée par la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec la CCI et la Chambre de métiers et de l'artisanat, avait pour objectif de présenter le rôle de l'industrie dans l'économie de la Nouvelle-Calédonie. Durant quatre jours, 6000 visiteurs ont pu découvrir les multiples facettes de ce secteur. Cinq ateliers organisés par la CCI pour dialoguer avec les industriels étaient également au programme : la qualité, l'emploi et la formation, le développement du Nord, la liberté des consommateurs et la protection de marché.

### www.cci.nc

Une fréquentation toujours en hausse avec un pic record en décembre 2005 : 10 000 connexions. De nouveaux services : possibilité de déposer des offres d'emploi, de consulter l'annuaire des entreprises calédoniennes etc...

### CCI INFO

En 2005, le magazine mensuel diffusé gratuitement auprès des ressortissants a poursuivi son développement pour coller au plus près aux besoins de ses lecteurs. Le tirage est passé de 7800 à 8300 exemplaires. Maquette dynamisée, nouvelles rubriques, suivi de l'actualité économique ce support est désormais classé parmi les plus informatifs, selon une étude Louis Harris menée en 2004.

# FAVORISER L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DU TOURISME

Le soutien au tourisme est l'une des actions de la CCI. Ses formateurs itinérants répartis sur les Provinces sont chargés de l'accompagnement des entrepreneurs désireux de développer des structures d'accueil touristiques dans le respect des normes et réglementations d'hygiène et de sécurité. Ils assurent également leur formation en matière de tourisme : hôtellerie, camping, gîte, table d'hôtes, restauration, guides touristiques.

## ► Campings et accueil en tribu

Une étude compile, sous forme de fiches techniques individuelles, les caractéristiques recensées au sein des campings et de l'accueil en tribu sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie. L'objectif de ce rapport est d'apporter des préconisations concernant chaque point recensé, et ainsi proposer des solutions aux problèmes rencontrés par ces établissements touristiques.

## ► Assises du tourisme

Un diagnostic du tourisme en Nouvelle-Calédonie a été réalisé avec des préconisations pour définir le plan de développement global. Partenaire technique des provinces, la CCI a participé à l'ensemble de ces travaux, et au comité de pilotage. Le plan est actuellement en cours de validation auprès des assemblées de province.

## ► Salubrité des denrées alimentaires

Les formateurs itinérants qui sillonnent l'ensemble du territoire se sont spécialement attachés avec l'appui provincial et le concours du SIVAP, service phytosanitaire, à mettre en conformité les installations concernées des gîtes, snacks, restaurants et hôtels.

## ► Formation des guides de randonnées pédestres

Après six semaines de formation, dispensée par la CCI à la demande de la Province nord, douze jeunes de la côte Est ont obtenu leur certificat de guide accompagnateur de randonnées touristiques pédestres. Une qualification propice au développement d'activité de proximité. L'intérêt de ces stages de guides de randonnées pédestres réside à la fois dans le développement d'un tourisme vert qui correspond à une demande de plus en plus forte des touristes et dans le développement d'une activité économique au sein même de la tribu. Les formateurs ont également participé aux formations « guides de randonnées », « accueil de paquebots » et cantinières de Maré.



” LE SOUTIEN AU TOURISME EST L'UNE DES ACTIONS DE LA CCI. ”

## LES ACTIONS PRIORITAIRES

- **Province nord** : importantes interventions sur la commune de Canala qui s'ouvre aux flux touristiques. Suivi et accompagnement de l'opération trémolite sur l'île de Belep.
- **Province des îles** : interventions sur les projets ou activités à caractère écotouristique.
- **Province sud** : année marquée par l'incendie du château Devambez où d'importants moyens avaient été mobilisés. Plus de 20% de l'action de formation a été consacrée à la mise aux normes des établissements en matière de salubrité (voir plus loin).

## CHIFFRES CLÉS 2005

- En 2005, les formateurs itinérants touristiques ont poursuivi leurs actions d'accompagnement de terrain. Ce sont plus de 45 entreprises touristiques qui ont reçu près de 3087 heures de formation et de 32 projets ont été conseillés et accompagnés dans leurs premières démarches.
- 11 entreprises en Province sud et 9 projets
  - 15 entreprises en Province nord et 19 projets
  - 19 entreprises en Province îles et 5 projets

AGIR POUR LA PERFORMANCE

# DES ENTREPRISES

## SERVICE DÉVELOPPEMENT ET CONSEIL AUX ENTREPRISES

Les missions des conseillers de la CCI sont renforcées en 2005 afin de toujours mieux accompagner des entreprises.

### ACCOMPAGNER ET CONSEILLER LES ENTREPRISES

Les conseillers de la CCI apportent des conseils individuels dans les domaines de la gestion, la comptabilité, la fiscalité ou encore sur la réglementation économique destinés aux entreprises existantes, en création ou en extension.

### CONTRIBUER A AMÉLIORER LES PERFORMANCES DES ENTREPRISES

- ▶ Conseil à l'export pour la recherche de marchés extérieurs
- ▶ Sensibilisation de nouvelles techniques ou technologies (recherche d'informations sur internet, veille informative sur l'EIC)

### PROMOUVOIR LES ENTREPRISES CALÉDONIENNES

- ▶ Favoriser l'export
- ▶ Participation aux salons et manifestations extérieures
- ▶ Coopération régionale

### PARTICIPER AUX EVOLUTIONS DES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉ

- ▶ Mission de consultation
- ▶ Observatoire du commerce
- ▶ Réalisation d'études sectorielles

### REPRÉSENTER LES RESSORTISSANTS DE LA CCI

Participation à des réunions et commissions : commissions flux et cotations, office du tourisme.

## Activité cumulée 2005 de la DCE

**170** conseils (répartis par secteurs) :

Services	40%
Tourisme	24%
Commerce	22 %
Industrie	14%

Répartition par domaines d'intervention :

Création	85
Fiscal	23
Comptable	15
Régime fiscal privilégié	9
Juridique	7
Protection de marché	6
Extension	4
Commerce extérieur	4
Autres :	20



## LES TEMPS FORTS

### LA RÉFORME DE LA PROCEDURE DE PROTECTION DE MARCHÉ

Le gouvernement a saisi la CCI sur un projet d'arrêté relatif à la procédure de demande de mise en place d'une protection de marché. L'enjeu de la réforme consistait à définir un contexte normatif précis destiné à encadrer les procédures d'attribution des protections de marchés.

Un groupe de travail a été constitué à cet effet sous l'égide de la CCI, réunissant des membres consulaires, trois syndicats professionnels, la Direction régionale des douanes et la Direction des affaires économiques, ayant pour objet la définition de critères d'appréciation objectifs nécessaires à la mise en place et à la veille des mesures de protection de marché, pour les entreprises de production locale.

17 réunions de janvier à novembre ont été nécessaires pour élaborer une proposition de texte qui a été soumise au gouvernement en novembre 2005.

### LA RÉGLEMENTATION DES SOLDES

Avec l'entrée en vigueur fin janvier 2005 de la nouvelle réglementation économique, un cadre a été fixé pour l'organisation des soldes, liquidations et ventes au déballage. La CCI a mené deux enquêtes, en mai et en juin, auprès des commerçants afin de mieux cerner leurs préférences concernant les dates des soldes.

Les résultats de ces enquêtes ont été présentés et débattus dans le cadre de réunions de concertation organisées par la CCI, rassemblant l'ensemble des acteurs économiques concernés, dont la Direction des affaires économiques (DAE).

### AIDES À L'EXPORT

Sous l'égide de la CCI, un groupe de travail a été constitué afin de contribuer au développement des entreprises de transformation pour lesquelles le marché intérieur est limité alors que leurs investissements sont paramétrés pour des marchés bien supérieurs à la Nouvelle-Calédonie.

Afin que les pouvoirs exécutifs puissent mettre en place les outils qui permettent à ces entreprises calédoniennes d'entreprendre et de développer leurs activités à l'export, il a été adressé au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à chacune des Provinces un rapport de synthèse « Aides à l'export : diagnostic et propositions d'actions » proposant une série de mesures.

### HUILES USAGÉES

Accompagnement de la Direction des ressources naturelles de la Province sud dans sa démarche de mise en place de la filière de récupération des huiles usagées.

Plusieurs réunions ont été organisées à la CCI avec les différents acteurs concernés pour les informer des obligations réglementaires que leur impose l'adoption, en 2005, de la délibération relative à l'élimination des huiles usagées et dans le but de recueillir leurs propositions concernant la mise en place d'un réseau de points de dépôt des huiles usagées.

### OPÉRATION EMVI – VALLÉE DU TIR

Dans le cadre de la convention « Embellissez vos vitrines », ce sont 6 commerçants de la Vallée du Tir qui ont bénéficié en 2005 de subventions pour l'embellissement de leurs façades. Le montant des primes accordées cette année est de 1,7 millions de F CFP, soit un budget total depuis le début de l'opération de plus de 2,3 millions.

### OUVERTURE DE SYDONIA

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la Direction régionale des douanes a mis en place un système de dédouanement informatisé nommé SYDONIA, logiciel aux normes internationales qui permet de traiter les déclarations en douane, le transit et la gestion des entrepôts.

Toutes les déclarations en douane devant obligatoirement être traitées via SYDONIA, la Chambre de commerce et d'industrie a ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2005 une unité banalisée de dédouanement (UBD). Cet espace est dédié à toute personne (professionnel ou particulier) qui souhaite procéder au dédouanement de ses marchandises importées ou exportées. 175 utilisateurs en 2005.

### OBSERVATOIRE DU COMMERCE

Avec les enquêtes réalisées en 2005, l'observatoire du commerce compte désormais trois années de relevés de la consommation des ménages de Nouvelle-Calédonie. En 2005, la base de données de l'observatoire a permis d'étayer trois études techniques relatives à des implantations commerciales. Les premières données de consommation ont été commercialisées auprès de cabinets d'études spécialisés.



## GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

La CCI, dont l'une des vocations est de servir d'interface entre les acteurs économiques, a réaffirmé l'importance de l'implication des entreprises locales dans les grands projets miniers et métallurgiques en créant une « cellule grands projets industriels ». Ce dispositif permet de recenser les sous-traitants locaux, qui s'ils le souhaitent, peuvent être tenus informés sur les métiers et les compétences recherchées par les opérateurs et titulaires de marchés. Les états récapitulatifs d'attribution des marchés et des appels d'offres sont régulièrement diffusés auprès de plus de 500 entreprises locales qui désirent s'impliquer dans les grands projets miniers et métallurgiques.

# REPRÉSENTER LES INTERETS DES ENTREPRISES

## Mission de consultation auprès des institutions

La CCI rend des avis au gouvernement et aux institutions sur les projets de texte relatifs au commerce, à l'industrie, aux services, aux tarifs douaniers, aux exonérations de taxes. Il s'agit de la mission de consultation de la CCI, une spécificité de la Chambre consulaire de Nouvelle-Calédonie.

## AVIS RENDUS EN 2005 :

### AVIS DIVERS

**Pick-up :** avis favorable sur un projet de délibération visant à diminuer le taux de la taxe générale à l'importation (TGI) de 21 à 11% sur les camionnettes plateaux (« pick up ») de plus de 3 places afin de lutter contre le transport de personnes dans les bennes de véhicules.

**Réforme du code des investissements de la Province sud :** avis favorable sur le projet de réforme qui rassemble en un texte unique les textes du CPI et ceux concernant les micro entreprises. Le but de ce projet est d'assurer la continuité des mesures, la progressivité des aides, éliminer par là même l'effet de seuil et ainsi améliorer la visibilité du texte par l'ajout de dispositions nouvelles.

**Réglementation sanitaire des piscines :** suite à un état des lieux réalisé sur l'ensemble des lieux de baignade ouverts au public, un projet de guide relatif à l'entretien des piscines s'est avéré nécessaire. Il sera suivi d'une formation auprès des personnels d'entretien, avant que soit mise en place une réglementation.

**Etude sectorielle emploi/tourisme :** dans le cadre du redéploiement de la formation professionnelle, le territoire met en place des études sectorielles visant à analyser l'adéquation emploi/formation. L'étude met en exergue une carence en matière de formation d'encadrement en hôtellerie restauration.

**Armes et munitions :** avis sur un projet de décret modifiant l'arrêté de 1982 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en vigueur actuellement. Les modifications proposées portent notamment sur le changement catégoriel des fusils à pompes de la 5<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> catégorie, les armes de 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> catégories soumises à un régime d'autorisation passeront sous un régime de déclaration

**Urbanisme commercial :** saisis par la province Sud en vue de la Commission Provinciale d'Urbanisme Commercial, les services techniques de la CCI élaborent un rapport d'instruction sur les demandes de création ou d'extension de surfaces commerciales. Il se base sur les données des dépenses commercialisables des ménages, sur le recensement actualisé de la population et les informations existantes en matière d'équipement commercial. C'est ainsi que sur l'année 2005 ont été étudiés un projet de jardinerie à la périphérie de Nouméa, l'extension de la zone de Kenu In, et un projet de centre commercial sur le lotissement Savannah dans la commune de Païta.

### PROTECTION DE MARCHÉ

**Barres chocolatées fourrées :** La Direction régionale des douanes a saisi la CCI sur un projet de texte qui prévoyait de ramener le niveau de la TCPPL applicable aux barres de chocolat fourrées - fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2005 à 1500 F/kg net - à 1000 F/kg net et d'octroyer la possibilité de solliciter le remboursement ou la remise gracieuse de la différence entre les deux taxes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. La CCI a réuni les professionnels concernés par le texte et a constaté un désaccord entre la production locale et les importateurs sur le niveau de la TCPPL à mettre en place. Par ailleurs, la CCI a proposé au gouvernement que la rétroactivité de la taxe de 1 500 CFP/kg au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ne soit pas appliquée.

**Poissons congelés :** Pas de protection de marché sur les poissons congelés. En revanche, compte tenu de la fragilité du secteur de la pêche, la CCI a proposé qu'une aide soit apportée pour favoriser la restructuration de la filière et l'élaboration, sous l'impulsion du gouvernement, d'un « schéma directeur », en collaboration avec les chambres consulaires concernées.

**Drapes :** La CCI a été saisie, pour avis, par la Direction régionale des douanes sur une demande de protection de marché à l'importation pour soutenir une activité de confection et vente de linge de lit. Un accord a été trouvé avec les distributeurs et les responsables de chaînes hôtelières qui se sont engagés à se tourner vers la production locale.

**Crevettes crues congelées :** Pour soutenir le secteur, l'assemblée consulaire est favorable à une réglementation des prix et suggère qu'une aide à l'exportation soit également mise en place.

**Poulets congelés :** Pour rétablir un équilibre avec les produits importés, la CCI est favorable à la taxe de soutien (TSPA) de 16% sur les coqs et poules congelés entiers. Une préconisation cependant : ne pas générer d'inflation, le poulet concernant essentiellement les ménages à faible revenu.

**Art statuaire :** Pour protéger l'artisanat local, la CCI n'a pas approuvé la demande d'exonération des taxes à l'importation sur les statues originaires des pays moins avancés (PMA). Seuls les tambours en provenance de l'île d'Ambrym (Vanuatu) bénéficient de cette mesure qui vise à contribuer à l'amélioration de la situation économique du Vanuatu.



# S'OUVRIR

# À L'INTERNATIONAL

## Une mission à Tahiti : septembre 2005

Des représentants de la CCI, du Medef, de la Fédération des industries et de la Direction des affaires économiques se sont rendus à Papeete. Deux temps forts auront marqué ce déplacement : le partage d'expériences avec leurs homologues polynésiens ainsi que la participation au forum sur le commerce à Papeete.

La délégation calédonienne a non seulement participé aux différents ateliers, mais également eu l'occasion d'échanger sur d'autres sujets économiques, comme l'euro et la TVA, les aides à l'export, le tourisme, l'industrie ou encore la pêche.

Par ailleurs, la CCI de Nouvelle-Calédonie a signé une convention avec la CCISM de Polynésie française. Cet accord concrétise un partenariat durable et privilégie l'échange de compétences dans de nombreux domaines : le développement, les services aux entreprises, la gestion des équipements, les échanges commerciaux ainsi que la formation.



## Un déplacement en Chine : 15-27 novembre 2005

Représentée par l'Adecal, Agence de développement économique, et la CCI, une délégation s'est déplacée en Chine pour une mission de prospection. Cette mission s'est tenue au cœur des trois plus importants pôles économiques du pays : Pékin, Shanghai et Gangzhou, avant de se conclure par une participation remarquée au China International Travel Mart 2005 (salon annuel du tourisme chinois). Cette première prise de contact a permis de mieux cerner les potentialités économiques de cet immense marché.

## Accéder à l'information communautaire

La CCI a intégré le réseau des Euro Info centres il y a près de quatre ans. Objectif de ce guichet « Europe » : faciliter l'accès des entreprises à l'information communautaire. Rattaché à celui de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, ce service gratuit offre aux entreprises calédoniennes des informations ou des conseils concernant les législations européennes.

” CET ACCORD CONCRÉTISE UN PARTENARIAT DURABLE ET PRIVILÉGIÉ... ”

### L'ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Lors de la visite d'une délégation commerciale néo-zélandaise, menée par le ministre Phil Goff, a rencontré différents chefs d'entreprise, industriels et officiels à la CCI. L'entretien était axé autour des échanges entre les deux archipels et de l'économie calédonienne. En 2004, les importations en provenance de Nouvelle-Zélande représentaient environ 65 millions d'euros. Au regard de ces rapports privilégiés et dans un contexte de mondialisation, les acteurs politiques et économiques doivent s'adapter pour mieux répondre aux nouveaux enjeux du développement économique des deux archipels.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Les chiffres clés

21 carnets ATA  
252 certificats d'origine  
860 contacts clients  
1000 courrier fax  
3500 e-mails traités



# 4 AGENCES CCI : 1 MISSION DE PROXIMITÉ

## ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

### Le réseau CCI pour accompagner les entrepreneurs

La mission d'accompagnement de la CCI se voit renforcée avec le projet de la future usine du Nord. Cette aide à la création et à l'extension d'activité se réalise grâce à une assistance aux montages de projet. Par ailleurs la Chambre consulaire apporte conseil et assistance technique dans les secteurs juridiques, fiscaux ou comptables. Et les promoteurs peuvent effectuer leurs formalités de création dans les agences CCI de Koné, Koumac et Poindimié sur la côte est. En partenariat avec les autres chambres consulaires, le Centre de gestion, quant à lui, traite les comptabilités professionnelles des entreprises. Autre mission, la formation qui permettra de répondre aux besoins de compétences.

### Contribuer au développement économique du Nord

En collaboration étroite avec les services de la Province Nord et la Chambre de métiers et de l'artisanat, une réflexion est menée actuellement pour répondre au développement attendu de la zone VKP (Voh Koné Pouembout) en rapport avec l'installation de l'usine du Nord. Outre une plaquette concernant l'identification des futures zones d'activités réservées aux entreprises réalisée avec les partenaires, la CCI a co-inauguré en 2005 un guichet unique destiné à accueillir les futurs investisseurs attendus sur ces communes.

### Un projet de pépinière d'entreprises dans le Nord

Une pépinière d'entreprises sur Koné est à l'étude et devrait permettre d'aider le démarrage de certaines activités et de tester ainsi le marché dans des conditions favorables, avec une offre d'installation provisoire à frais réduits.

### Renforcement de la formation professionnelle continue

En prévision des projets industriels dans le Nord, les agences CCI intensifient leurs actions de formation auprès des entreprises de l'intérieur.

En 2005, près d'une vingtaine de formations était proposée en création d'entreprise, management, droit, comptabilité, fiscalité, commerce ou encore informatique.

## CHIFFRES CLÉS 2005

### ETUDES

15 études réalisées  
(+ 1 par rapport à 2004).

### CRÉATION D'ACTIVITÉ

- 2 Transports scolaires
- 1 Transport de matériaux
- 1 Transport de déchets
- 1 Transport sanitaire
- 1 Restaurant
- 2 Snacks
- 1 Commerce de location de matériel
- 1 Bureau d'études BTP
- 1 Entreprise de gardiennage
- 1 Entreprise de terrassement

### 1190 INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ENTREPRISES

Economique : 418  
Comptable : 138  
Juridique : 147  
Social : 276 - Fiscal : 211

### FORMALITÉS

471 Formalités des entreprises réalisées (+ 4%)  
Inscriptions : 228  
Modifications : 78  
Radiations : 165

### CENTRE DE GESTION

46 entreprises ont sous-traité leur comptabilité auprès du centre de gestion des agences.

### FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

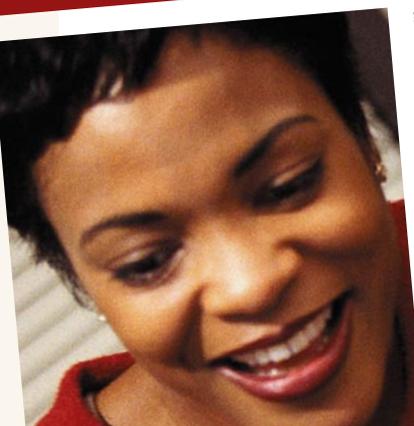
23 stages de formation,  
172 stagiaires dans les domaines :  
Sécurité, Hygiène Alimentaire,  
Informatique, Bureautique, Anglais,  
Sauveteurs du travail, Gestion  
Comptabilité, Arrêt du tabac.

### Apprentissage

- ▶ 4 apprentis dans des entreprises du Nord
- ▶ 17 entreprises renseignées
- ▶ 16 agréments entreprise
- ▶ 200 réunions d'informations

### Représentations

- ▶ Les agences ont réalisé 17 réunions > de représentation
- ▶ 14 permanences, notamment à La Foa.



# FORMER POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

## LE CENTRE CONSULAIRE DE FORMATION (CCF)

### Premier fournisseur de talents pour le tertiaire

Principal pôle de formation de la Nouvelle-Calédonie, le CCF, Centre consulaire de formation, est attentif aux évolutions du tissu économique local. Avec ses trois structures, la Formation professionnelle continue, l'École de gestion et de commerce et la CCI Apprentissage, il œuvre pour le développement des compétences adaptées aux besoins des entreprises.

### Le CCF, partenaire des entreprises

Le Centre consulaire de formation enrichit constamment son offre de formation. Au fait des innovations, il réalise une veille des nouvelles méthodes pédagogiques et nouveaux domaines d'application. La réactivité du CCF fait de lui un partenaire privilégié de l'entreprise. Il propose des formations sur mesure, en adéquation avec les besoins exprimés par les entrepreneurs. De plus, ce sont près de 110 jeunes qui sortent chaque année, un diplôme en poche et des compétences neuves pour les entreprises calédoniennes.

### Le CCF, partenaire des institutions

Pour faciliter l'accès à la formation, levier du développement économique, le CCF travaille en étroite collaboration avec les institutions. Il tente aussi d'apporter à chaque province les compétences dont elle a besoin. Ainsi, en Province nord, la CCI joue un rôle primordial dans l'identification des besoins et la mise en place d'une offre de formations adaptée. Les partenariats avec le gouvernement de Nouvelle-Calédonie sous forme de contrats qualifiés ont vu aboutir l'ouverture du Point apprentissage et la mise en place de deux nouveaux BTS dans le secteur industriel.

### Une nouvelle identité graphique

Dans un souci de modernité et de dynamisme, la CCI a repensé tous ses visuels. Ceux de la formation sont solidement ancrés : un carré avec les différentes distinctions EGC, formation professionnelle et apprentissage.

” LE CCF... ATTENTIF AUX ÉVOLUTIONS DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL. ”



# FORMER POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES



## FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE (FPC)

### S'adapter aux besoins des entreprises

Toujours plus proches des entreprises, des conseillers en formation accompagnent les dirigeants dans la définition de leur plan de formation. Cette capacité d'ingénierie est une valeur ajoutée reconnue pour des entreprises toujours plus exigeantes sur les compétences de leurs collaborateurs.

### Innovier dans les propositions de formations

#### ► Le PCIE

Depuis novembre 2005, la FPC délivre le passeport de compétences informatique européen, PCIE.

Ce dispositif permet aux entreprises calédoniennes de mesurer les aptitudes informatiques de leurs personnels. Il a été conçu pour valider les compétences, accroître la productivité, motiver les utilisateurs aux bonnes pratiques et optimiser les plans de formation. La nouveauté dans ce système d'évaluation automatisé repose sur la possibilité d'obtenir une certification standard, reconnue au niveau international.

#### ► Le coaching sur site

Devenu un mode de formation efficace pour un management moderne, le coaching, ou accompagnement personnalisé, entre au cœur de l'entreprise avec des sessions réalisées sur site. Flexibilité, simplicité, autant d'avantages pour des entrepreneurs soucieux de leurs temps.

#### ► Le centre de ressources bureautique

Ce dispositif d'autoformation lancé en 2004 consolide son intérêt en 2005 avec 153 sessions de formation.

” TOUJOURS PLUS PROCHES DES ENTREPRISES  
ÉXIGEANTES SUR LES COMPÉTENCES DE LEURS COLLABORATEURS. ”



THÈME	HEURE	%
Informatique	927	17 %
Management	1023	19 %
Langue	237	4 %
Gestion & comptabilité	357	7 %
Sécurité	302	6 %
Commercial	711	13 %
Juridique	114	2 %
Centre de Ressources	153	3 %
Qualité / Hygiène	45	1 %
Secrétariat	60	1 %
Santé	172	2 %
Institutions, conventions	1262	23 %
Formations sectorielles	12	0,22 %
TIC	32	1 %
Total	5407	100 %

### CHIFFRES CLÉS 2005

**474 sessions** de formation, dont :  
170 sessions de formation intra-entreprises  
94 sessions de formation inter-entreprises  
153 sessions en Centre de ressources,  
43 sessions Allen Carr (santé) et  
14 sessions pour les institutions.

**2611 stagiaires** (dont 80 en CDR)  
5406 heures formateur  
45 formateurs

## L'ÉCOLE DE GESTION ET DE COMMERCE (EGC)

### Un visa bac +3

L'École de gestion et de commerce délivre aujourd'hui un diplôme de type bac+3. Ce visa a été accordé par l'Education nationale. Deux années de travail ont été nécessaires avec un audit par le groupe HEC et l'université du Pacifique Sud. Leur rapport a ensuite été soumis à deux commissions d'examen dont le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ont accueilli favorablement le projet. Avec une formation en trois années et en adéquation avec les durées de cycles d'études européens (bac +3, +5, +8), l'EGC a enchaîné le pas aux vingt écoles métropolitaines déjà dans cette démarche et bénéficie du coup d'une reconnaissance supplémentaire de la qualité de sa formation.

### Les troisième années à Monash, Melbourne

L'EGC travaille désormais avec l'université de Monash à Melbourne. Il s'agit de l'un des établissements supérieurs les plus cotés d'Australie. Les troisième années y sont accueillies de janvier à mars. A retenir : une semaine de cours International Business, quatre semaines de stage en entreprise australienne et quatre semaines de cours à l'université, sanctionnés par le IELTS, International Language Testing System.

### Partenariat entre l'EGC et une école en Allemagne

Mis en place depuis huit ans afin de favoriser les échanges entre les étudiants, le partenariat entre l'EGC et l'école de Furtwangen en 2005, avec l'arrivée sur le territoire de sept étudiantes allemandes.

### Les diplômés 2005

120 candidats au concours de l'EGC pour 26 places.

16 diplômés en 2005, dont 9 ont choisi de poursuivre leurs études en France, et 7 ont intégré la vie active. 100% de réussite en admission aux concours Sup de Co métropolitaines pour les étudiants de l'EGC.

### LES ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS PAR LES ASSOCIATIONS DES ÉTUDIANTS

- ▶ Culture : « Le tremplin découverte de jeunes talents » compétition entre des groupes de musique amateurs, notés par un jury professionnel, pour gagner une journée d'enregistrement en studio.
- ▶ Sport : une course d'orientation, un match de beach-volley, un tournoi de tennis et les foulées de l'entreprise.
- ▶ Rencontre : petits-déjeuners avec Daniel Cornaille, directeur du CTOS et Jean-Michel Masson, directeur général d'Air Calédonie International
- ▶ Challenge : le concours de gestion boursière en partenariat avec la Caplif.

18  
19



**Rencontre entre les jeunes et leurs parrains**  
2005 marque le renforcement des liens entre les étudiants et leurs parrains. Aircalin, parrain de la promotion 2006, a organisé une visite des installations techniques de la compagnie aérienne afin de leurs présenter un cas concret d'investissement en entreprise : l'acquisition d'un A320. La société Le Froid a accueilli les étudiants de la promotion 2007 pour la visite de l'usine de production.

...UNE RECONNAISSANCE SUPPLÉMENTAIRE DE LA QUALITÉ DE LA FORMATION.



# FORMER POUR DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES



## CCI APPRENTISSAGE

### Contrats qualité avec le gouvernement

L'année 2005 a été marquée par la mise en œuvre des contrats qualité signés en 2004 avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie grâce au financement du Fonds européen de développement.

L'objectif principal est de faire de l'apprentissage une filière de réussite avec quatre axes :

- ▶ développer l'accès à l'apprentissage
- ▶ mieux assurer la progression des apprentis
- ▶ améliorer la réussite aux diplômes
- ▶ favoriser l'insertion professionnelle

### La CCI pilote de 2 projets interconsulaires

#### ▶ « Point apprentissage »

Ce dispositif commun aux trois centres de formation d'apprentis est destiné à informer, positionner et orienter les jeunes candidats. L'année a été consacrée à la recherche de locaux, aux travaux, au recrutement des permanents.

#### ▶ Communication

Réalisation d'affiches et de brochures d'information destinés aux jeunes et aux entreprises ainsi qu'un film sur l'apprentissage.

### Deux BTS industriels

En partenariat avec l'Education nationale et le gouvernement, la CCI finalise l'étude pour le lancement en mai 2006 2 BTS industriels : maintenance industrielle et électrotechnique.

### Autres temps forts :

- ▶ Mise en place des études encadrées dans une salle équipée de 10 postes informatiques
- ▶ Mise en place des cours de remise à niveau (202 heures)
- ▶ Recrutement d'une conseillère sociale à l'écoute des apprentis
- ▶ 18 apprentis des filières logistiques et transports ont fait un voyage d'études en Australie
- ▶ 40 sorties pédagogiques
- ▶ 44 professionnels ont participé aux jurys ou à l'animation des cours

#### Equipements :

Rénovation de la salle de cours informatique avec l'acquisition de 18 postes, un vidéo projecteur et une imprimante laser couleur

#### Développement des compétences des formateurs :

Mise en place d'un plan de formation des formateurs (317 heures)

- ▶ 35 réunions pour améliorer le contenu pédagogique des cours
- ▶ Acquisition de plus de 500 ouvrages pédagogiques



## UN OUTIL COMMUN AUX TROIS CFA

A la demande du gouvernement, les organismes de formation par apprentissage partagent le même logiciel de gestion. Cet outil commun permet de suivre les parcours des jeunes entre les différents acteurs sociaux. Par ailleurs, il constitue une base de données commune aux trois CFA (CCI, Chambre de métiers et de l'artisanat, Chambre d'agriculture).

## CHIFFRES CLÉS

#### ■ Taux de réussite :

Avec 89% des apprentis reçus aux examens en 2005, le taux de réussite a encore progressé (84% en 2004).

#### ■ Insertion professionnelle :

80 % dans les 6 mois de l'obtention du diplôme

- ▶ Valorisation du rôle de formateur du maître d'apprentissage en entreprise
- ▶ 60 maîtres d'apprentissage reçus pour écouter leurs besoins
- ▶ 700 visites de suivi des apprentis en entreprises

# GÉRER LES INFRASTRUCTURES

# AÉROPORTUAIRES



## L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE NOUMÉA - LA TONTOUTA

### Un nouvel aéroport international pour 2009

En 2005, le trafic global a augmenté de 4,1 %, mettant ainsi en exergue le dynamisme de la plateforme avec plus de 400 000 passagers. Stratégiquement, la CCI souhaite donc s'imposer comme un gestionnaire d'aéroport moderne doté d'équipes performantes portées par des valeurs d'écoute et de réactivité, afin d'assurer un service optimum à ses clients et à ses partenaires. Pour mieux s'adapter au trafic des vingt prochaines années, l'aéroport international sera entièrement rénové. Le projet de développement a été présenté à la presse en février 2005 par la CCI, gestionnaire de l'aéroport. Première étape, le remaniement de l'aérogare par le cabinet Jacques Rougerie, lauréat du concours international lancé fin 2003.

Mais outre l'extension de l'aérogare, les axes majeurs d'investissement concernent également la création d'un nouveau bâtiment de fret et d'un nouvel espace dédié au parking des avions. Trois points stratégiques qui portent le montant total de l'ouverture de la nouvelle structure à 9,5 milliards de francs (80 millions d'euro).

### Ce qui va changer

Répondre aux besoins de l'évolution du trafic (500 000 passagers en 2012), mettre la plateforme d'accueil des avions à niveau, offrir qualité et confort aux passagers avec la mise en place de passerelles et l'agrandissement des diverses zones dédiées, répondre aux normes de sécurité et de sûreté, développer les surfaces commerciales (2 300 m<sup>2</sup> au lieu des 1 480 m<sup>2</sup> actuels)... telles sont les exigences établies avec l'assistance d'Aéroport de Paris ingénierie. L'objectif pour l'ouverture de la nouvelle aérogare est de pouvoir recevoir simultanément deux gros porteurs (A330 ou A340), deux moyens porteurs (A320 ou B737) et un petit porteur (ATR 42) destiné aux vols domestiques.

20  
21

” OBJECTIF : UNE NOUVELLE AÉROGARE CONFORTABLE, MODERNE ET ÉVOLUTIVE ”

### Pompiers de Tontouta Une nouvelle plateforme d'exercice

Grâce à une plateforme d'exercice aux normes, les pompiers du SSIS (service sécurité incendie sauvetage) de Tontouta peuvent désormais effectuer leur entraînement grandeur nature, face à un avion en flammes. Ce dispositif est en totale conformité avec la réglementation nationale et internationale en matière de procédures d'interventions et de sécurité. L'exercice inaugural s'est déroulé en novembre 2005 en présence d'autorités civiles, militaires et de représentants de la CCI.



### Chiffres 2005

Alors que le trafic des passagers augmente en moyenne de 2,88 % depuis 1995, l'année 2005 enregistre un accroissement significatif de 5,1 % du nombre de passagers en dépassant pour la première fois les 400 000 personnes. Mais aussi un accroissement de 2,4 % des mouvements commerciaux, alors que le fret profite d'un essor de 7,2 %.

## AÉROGARE PROVINCIALE DE MOUE - ÎLE DES PINS

L'année 2005 a été la 3<sup>ème</sup> année d'exploitation par la CCI de l'aérogare provinciale de l'Île des Pins. La Province sud, propriétaire du site, nous a renouvelé sa confiance en signant une nouvelle convention de gestion portant sur 2 ans et demi, dont le terme est le 31 décembre 2007. Cette signature prouve que la Chambre consulaire remplit sa mission de gestion des infrastructures avec efficacité. L'aérogare est un lieu vivant donnant une image dynamique et sérieuse pour l'île.

### Temps forts 2005

- ▶ Reprise par la CCI de l'entretien des jardins (2<sup>ème</sup> tranche)
- ▶ Arrivée des candidats de l'émission « Koh Lanta » les 26 et 27 février.
- ▶ Renouvellement des contrats d'entretien ménager avec deux entreprises de l'Île des Pins
- ▶ Renouvellement de la convention de gestion de l'aérogare en juillet 2005

### L'activité des occupants

La société « L'aérobar » continue son activité de buvette et de curios, en revanche un changement pour les comptoirs : la société Hikada a cédé son comptoir à NC First (loueur de véhicules). Le distributeur automatique de billets devrait entrer en fonctionnement en 2006.

### Le trafic aérien

Depuis 2004, Air Calédonie n'est plus la seule compagnie à desservir la plateforme et ce mouvement s'est intensifié en 2005.

Le trafic Air Calédonie a diminué de 1,20 % (2 206 mouvements contre 2 233 en 2004), et le trafic passager commercial (toutes compagnies confondues) a chuté de 79 545 à 76 277 soit 4,10 % de baisse.

Air Loyauté a intensifié son trafic avec 46 rotations en 2005 (avec notamment le transport des candidats de Koh Lanta sur l'île) contre seulement 6 en 2004.

Les données pour la troisième compagnie commerciale Air Alizés ne sont pas disponibles.

”

L'AÉROGARE EST UN LIEU VIVANT  
DONNANT UNE IMAGE DYNAMIQUE ET SÉRIEUSE POUR L'ÎLE.

”



### UNE ENQUÊTE DE SATISFACTION MENÉE EN 2005

Une enquête de satisfaction en 2005 a démontré la qualité des services proposés par la CCI aux utilisateurs de la plateforme. Les remarques faites au cours de cet audit ont été répercutées sur notre organisation et les procédures nécessaires ont été mises en place. Les usagers ont plébiscité l'hygiène et la propreté.

# BUDGET CCI : LE SIÈGE ET LES AGENCES

Le budget exécuté 2005 Nouméa et agences fait ressortir des résultats en amélioration par rapport au budget rectificatif. L'excédent budgétaire ressort à 12 MXP (100 561 euros).

## Les produits d'exploitation

Le total de nos produits d'exploitation s'élève à 939 MXP (7,85 M euros) contre 944 (7,9 M euros) en 2004. Hors subventions d'exploitations, les produits de fonctionnement sont en hausse de 5,7%.

## Parmi les variations significatives, il faut souligner :

La hausse des centimes additionnels de 41 MF (343 585 euros) ils s'élèvent à 326 MF 2,73 M euros).

La diminution de la production vendue de 9 MF (75 400 euros) liée pour l'essentiel à l'arrêt de la convention avec la SAVEXPRESS et à la diminution des produits de la convention DFPC pour l'apprentissage. Cette dernière diminution est liée à un effectif moyen d'apprenti en réduction par rapport à l'année précédente et à l'arrêt en 2005 de deux sections « restauration ». La Chambre de métiers et de l'artisanat, qui dispose des équipements nécessaires, reprend l'ensemble des sections « restauration ». La production vendue s'élève à 410 MF (3,4 M euros) contre 419 MF (3,5 M euros) en 2004.

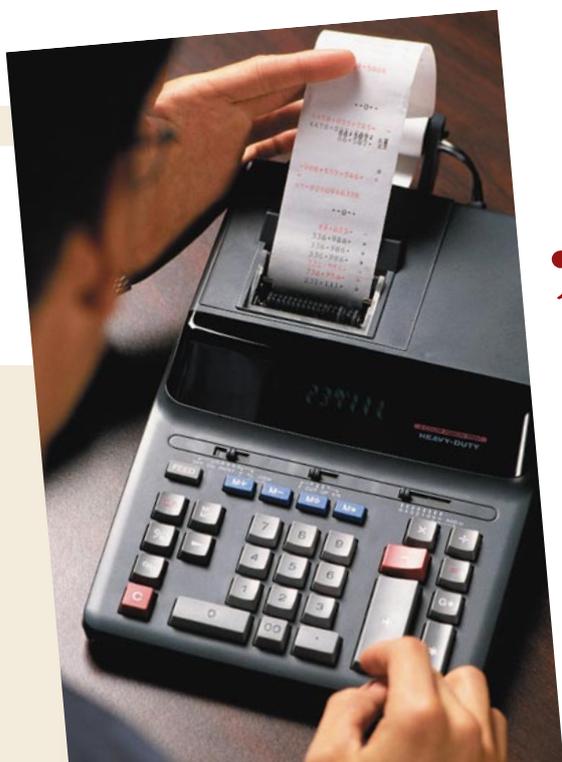
Une diminution des subventions d'exploitation : 65 MF (544 700 euros) contre 115 MF (963 700 euros) en 2004. En 2004, la subvention d'exploitation de 85 MF (712 300 euros) s'accompagnait d'une subvention complémentaire de 30 MF (251 400 euros).

## Les charges de fonctionnement

Elles sont en hausse de 6% par rapport à 2004 et s'élèvent à 906 MF (7,6 M euros) contre 854 MF (7,150 M euros) en 2004.

Cette hausse est directement liée à l'augmentation des produits de fonctionnement de 2005 et à la prise en compte, sur une année pleine des charges relatives aux conventions de formation provinciales (guides de randonnées et accueil croisiéristes) et des contrats qualité.

Le budget Nouméa et agences fait ressortir un excédent budgétaire de 12 MXP (100 561 euros).



” LE BUDGET EXÉCUTÉ 2005  
NOUMÉA ET AGENCES FAIT RESSORTIR  
DES RÉSULTATS EN AMÉLIORATION... ”

# DES COMPÉTENCES AU SERVICE **DES ENTREPRISES**

## L'expertise des équipes renforcée

Plus de 165 personnes travaillent au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie, dont 70% de femmes et 30% d'hommes.

Près de 40 métiers sont exercés. Une palette d'expertises que la CCI s'attache à optimiser en développant sans cesse les compétences de ses collaborateurs afin d'apporter les réponses les plus pertinentes aux attentes des entreprises. L'effort global de formation représente 2,4% de la masse salariale.

2005 marque le renforcement de la gestion des ressources humaines : formation, mobilité interne, une véritable synergie s'est créée.

## La gestion des compétences : une priorité

Afin d'accompagner au mieux la mobilité interne du personnel de la CCI, la direction des ressources humaines a débuté en 2005 un vaste chantier de gestion des parcours (inventaire des compétences, évaluations, mise en place de formations). Objectif : satisfaire concrètement les demandes légitimes d'évolution en créant de nouvelles opportunités pour chacun.

## L'info circule, le message passe

Convention du personnel, Intranet, journal interne autant d'événements et d'outils qui illustrent la volonté d'informer en permanence le personnel pour lui faire partager son projet d'entreprise.

” RENFORCEMENT DE LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES...  
...UNE VÉRITABLE SYNERGIE S'EST CRÉÉE. ”



## CHIFFRES CLÉS 2005

### Ressources Humaines

#### Progression des effectifs (+ 6%)

165 salariés à fin décembre 2005, dont 95% en CDI.  
 Nouméa : 88 salariés  
 Tontouta : 46 salariés  
 CFA : 31 salariés  
 Total : 165 salariés

**Service sécurité incendie sauveteurs**, aéroport de Tontouta  
 37 personnes sont gérées par la CCI en 2005.

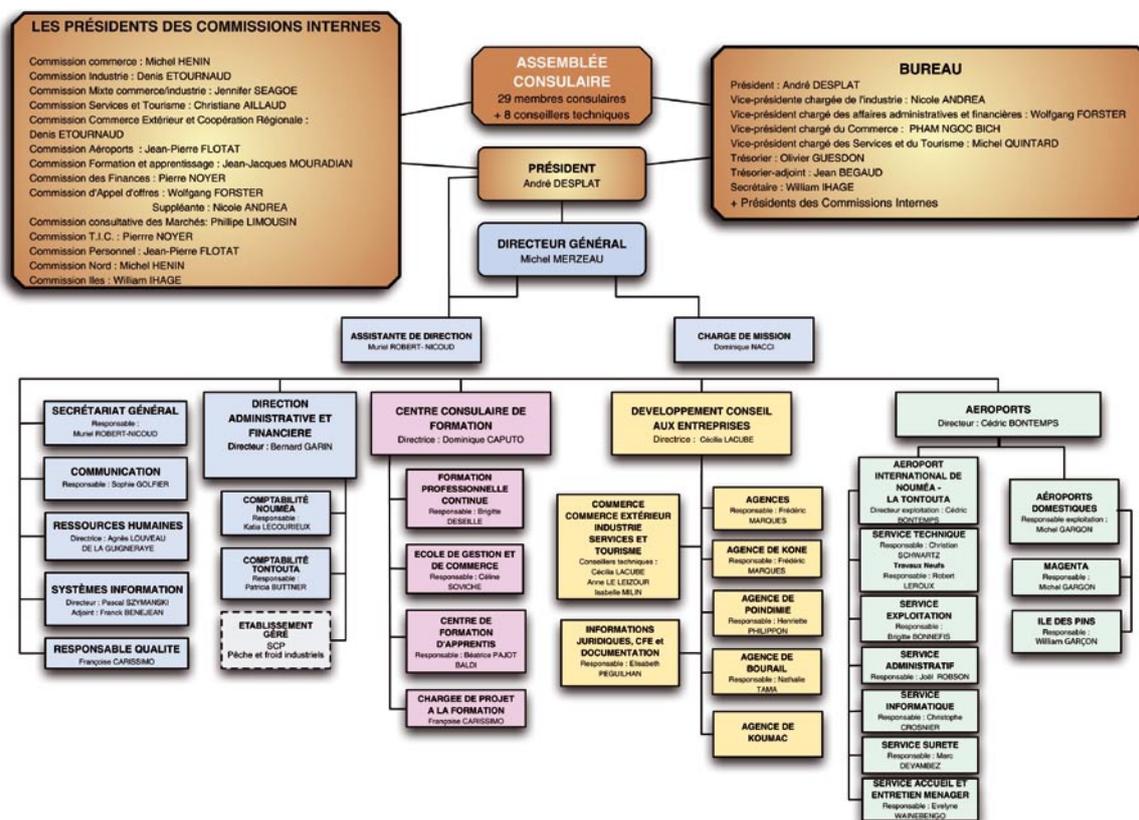


#### Rajeunissement des équipes

La moyenne d'âge est de 39 ans. L'âge moyen à Nouméa et à Tontouta est de 38 ans.  
 Au CFA, elle est de 41 ans.

#### Ancienneté

La moyenne générale est de 7 ans.

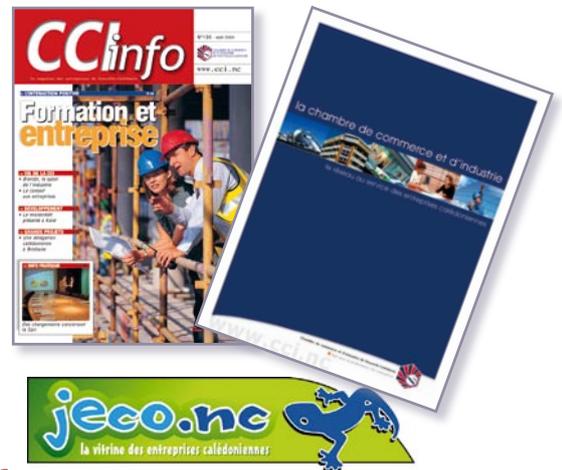


24  
25

” LA CCI EST UNE ENTREPRISE JEUNE AVEC UNE MOYENNE D'ÂGE DE 39 ANS ”



# LA CCI EN BREF



## Une équipe au service des entreprises

- ▶ 165 permanents
- ▶ 37 pompiers d'aéroport
- ▶ 29 élus
- ▶ 8 conseillers techniques

## Les missions de la CCI

- ▶ Informer
- ▶ Conseiller les entreprises
- ▶ Former pour l'emploi
- ▶ Gérer les infrastructures

## Les ressortissants de la CCI

- ▶ 8430 entreprises en 2005
- ▶ dont 7007 dans le sud, 1037 dans le nord et 385 aux Iles Loyauté

## Centre de formation

- ▶ La Formation professionnelle continue
- ▶ CCI Apprentissage
- ▶ L'Ecole de gestion et de commerce

## Les sites CCI

- ▶ Le siège à Nouméa
- ▶ Une agence à Bourail
- ▶ Une agence à Koné
- ▶ Une agence à Koumac
- ▶ Une agence à Poindimié
- ▶ La Case de l'entreprise à Lifou (avec la CMA)
- ▶ L'aéroport international de Nouméa - La Tontouta
- ▶ L'aérogare de l'Île des Pins
- ▶ L'aérogare de Magenta (convention d'assistance)



## LES OUTILS DE COMMUNICATION POUR LES ENTREPRISES

- ▶ Une plaquette de présentation de la CCI
- ▶ Un Guide des services
- ▶ Le CCI INFO diffusé à 8500 entreprises
- ▶ Un site Internet [www.cci.nc](http://www.cci.nc)
- ▶ Des « Rendez-vous de l'économie »

## EN 2006, 2 NOUVEAUX SERVICES

- ▶ [www.jeco.nc](http://www.jeco.nc), pour la promotion des entreprises
- ▶ Espace performance » la pépinière d'entreprises de la CCI





